



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 août 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 57 de l'ordre du jour provisoire\*

### Étude d'ensemble des missions politiques spéciales

## Questions de politique générale intéressant les missions politiques spéciales

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [75/100](#), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de ladite résolution au titre des questions de politique générale intéressant les missions politiques spéciales, qui rende compte notamment des mesures prises pour renforcer dans chacune d'entre elles les compétences et l'efficacité, la transparence, le respect du principe de responsabilité, la représentation géographique, la prise en compte des questions de genre et la participation égale des femmes, ainsi que la participation des jeunes. Le présent rapport, qui est le neuvième présenté à l'Assemblée sur ce sujet, porte sur la période allant d'août 2020 à juillet 2021.

\* [A/76/150](#).



## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 75/100, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur les questions de politique générale intéressant les missions politiques spéciales, qui rende compte notamment des mesures prises pour renforcer dans chacune d'entre elles les compétences et l'efficacité, la transparence, le respect du principe de responsabilité, la représentation géographique, la prise en compte des questions de genre et la participation égale des femmes, ainsi que la participation des jeunes.

2. Les missions politiques spéciales apportent un appui essentiel aux États Membres pour ce qui est de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits. Œuvrant dans des environnements opérationnels complexes, souvent marqués par des conditions de sécurité instables et une conjoncture politique délicate, elles restent des mécanismes essentiels à l'exécution d'un éventail de mandats relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales. À cette fin, les missions politiques spéciales travaillent en étroite collaboration avec les partenaires des Nations Unies dans les domaines du développement, des droits humains et de l'aide humanitaire en vue d'adopter une approche intégrée pour contrer les risques multidimensionnels. Elles aident également les États Membres à renforcer l'intégration et la participation effective des femmes et d'autres groupes marginalisés, notamment les jeunes des deux sexes, à la vie politique et aux processus de paix, contribuant ainsi à concrétiser les engagements pris dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité.

3. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui se révèle être l'une des crises les plus importantes de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies, se répercute dans de nombreux domaines d'action des missions politiques spéciales. En bouleversant des vies et des économies, en remettant en cause les relations au sein des communautés et en sapant la confiance dans les institutions qui sont censées remédier à ses retombées, la pandémie exacerbe les inégalités, favorise la désinformation, la stigmatisation et les discours de haine, crée de nouveaux foyers de tension et accroît les risques d'instabilité.

4. Le caractère interdépendant des défis mondiaux actuels rend la coopération internationale particulièrement importante. Dans la déclaration qu'elle a adoptée à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en septembre 2020 (résolution 75/1), l'Assemblée générale a préconisé d'avoir recours le plus possible à toute la panoplie des solutions diplomatiques offerte par la Charte des Nations Unies, y compris la diplomatie préventive et la médiation, en vue de donner un nouvel élan au multilatéralisme.

5. Les missions politiques spéciales font partie intégrante de cette panoplie et sont une manifestation de l'action multilatérale et des solutions communes. Malgré la détérioration de la situation en matière de paix et de sécurité dans le monde, elles poursuivent et élargissent leur action en faveur du règlement pacifique des différends grâce à des relations diplomatiques diversifiées et multipartites, notamment en accordant une attention particulière au renforcement des partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales. Elles continuent d'intervenir avec souplesse dans toute une série de situations complexes, telles que l'Afghanistan, l'Iraq, la Libye et la Somalie, et constituent l'un des mécanismes les plus importants dont dispose l'Organisation des Nations Unies pour concrétiser ses activités en matière de prévention des conflits et de pérennisation de la paix.

## II. Faits nouveaux d'ordre opérationnel

### Afrique

6. Grâce aux efforts de médiation déployés par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), les parties libyennes ont convenu d'un cessez-le-feu national en octobre 2020 dans le cadre de la Commission militaire conjointe 5+5. Le Forum de dialogue politique interlibyen, facilité par la MANUL, a ensuite adopté une feuille de route politique en novembre 2020. Celle-ci renferme des dispositions relatives à la formation de nouvelles autorités exécutives intérimaires, notamment du Gouvernement d'unité nationale, qui est entré en fonctions en mars 2021. Elle prévoit, entre autres, l'organisation d'élections présidentielles et législatives le 24 décembre 2021. La MANUL et les participants à la Conférence de Berlin sur la Libye de janvier 2020 ont poursuivi leurs travaux dans le cadre du Comité international de suivi sur la Libye et de ses quatre groupes de travail sur les questions liées à la politique, à la sécurité et à l'économie, ainsi que sur les droits humains et le droit international humanitaire. Le 23 juin 2021, l'Allemagne et l'Organisation des Nations Unies ont coprésidé la deuxième Conférence de Berlin sur la Libye, à laquelle a participé une délégation libyenne de haut niveau dirigée par le Premier ministre.

7. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a continué d'exercer ses fonctions essentielles de bons offices, de diplomatie préventive et de prévention des conflits, ainsi que de promouvoir la bonne gouvernance, l'état de droit et les droits humains. L'UNOWAS s'est efforcé de faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et a plaidé en faveur de la participation des femmes et des jeunes à la vie politique et aux processus de paix en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel. Il s'est en outre attaché à analyser les incidences de la pandémie de COVID-19 et des changements climatiques sur la paix et la sécurité dans la sous-région. Enfin, l'UNOWAS a continué d'appuyer l'application de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et a collaboré avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) sur de multiples questions transrégionales, telles que la crise du bassin du lac Tchad, la sûreté maritime dans le golfe de Guinée et les problèmes de sécurité liés à la transhumance. Le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a également assuré la présidence de la Commission mixte Cameroun-Nigéria, qui a continué de faciliter l'exécution de l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 10 octobre 2002 dans l'affaire du différend frontalier et territorial opposant le Cameroun et le Nigéria.

8. En application de la résolution [2512 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) a fermé ses portes le 31 décembre 2020. L'équipe de pays des Nations Unies en Guinée-Bissau a continué de mettre en œuvre le plan de transition de l'ONU, notamment les priorités en matière de consolidation de la paix validées par le Gouvernement bissau-guinéen en novembre 2020, et d'aider le Gouvernement à réaliser les réformes urgentes décrites dans la feuille de route de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les Accords de Conakry de 2016 sur la mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO pour une sortie de crise politique en Guinée-Bissau. L'UNOWAS a rempli une mission de bons offices lors de la fermeture du BINUGBIS afin d'assurer un accompagnement continu de l'ONU en faveur de la consolidation de la paix et de la démocratie dans le pays.

9. La Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) a atteint sa capacité opérationnelle initiale et a commencé à réaliser ses objectifs stratégiques en janvier 2021. La MINUATS a fourni une aide au Gouvernement de transition du Soudan dans les domaines de la politique, de la

consolidation de la paix, des droits humains, de l'état de droit et de la protection, et a soutenu le processus de paix et la mise en œuvre de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan. La Mission a joué un rôle de facilitateur lors des pourparlers de paix entre le Gouvernement de transition et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord — faction Abdelaziz Hélou qui se sont tenus à Djouba, et s'est employée à promouvoir une participation accrue des femmes aux négociations.

10. La Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) a soutenu le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la Fédération dans le maintien d'un dialogue continu et la mise en œuvre du modèle électoral du 17 septembre, qui a jeté les bases des élections fédérales de 2021. Consciente de l'impasse électorale dans laquelle se trouvaient le Gouvernement fédéral et certains États membres de la Fédération, l'Organisation des Nations Unies, conjointement avec l'Union africaine, l'Union européenne et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), a mené une diplomatie de la navette qui a abouti à l'accord électoral du 27 mai. Les entités des Nations Unies présentes en Somalie ont également continué de promouvoir les droits politiques des femmes et ont aidé le pays dans la réalisation de ses priorités nationales essentielles, y compris le renforcement du fédéralisme, le processus de révision constitutionnelle et les réformes du secteur de la sécurité. En outre, elles ont fourni des conseils et un appui techniques au Gouvernement fédéral dans la mise en œuvre de ses engagements en matière de droits humains, notamment dans le cadre du processus d'examen périodique universel et de ses recommandations. Elles ont également aidé les autorités somaliennes à lutter contre la COVID-19.

11. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique a contribué à la consolidation et au maintien des acquis en matière de paix et de sécurité dans la Corne de l'Afrique, afin de renforcer la prévention des conflits et les efforts de maintien de la paix dans la région. La Mission a collaboré avec l'IGAD, l'Union africaine et d'autres organisations régionales pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région, notamment en soutenant les processus de médiation et en renforçant les capacités sous-régionales pour ce qui est des questions transfrontalières et transversales, tout en coordonnant la mise en œuvre de la Stratégie régionale des Nations Unies pour la prévention dans la Corne de l'Afrique.

12. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs a continué d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, en partenariat avec l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe. En étroite collaboration avec des partenaires clés, le Bureau a élaboré la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs, qui suit trois axes principaux : la paix, la sécurité et la justice ; le développement durable et la prospérité partagée ; et la résilience face aux problèmes anciens et nouveaux.

13. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale a continué d'exercer ses bons offices dans la sous-région, notamment à l'approche des élections présidentielles de mars 2021 en République du Congo, d'avril 2021 au Tchad et de juillet 2021 à Sao Tomé-et-Principe. Il a également rencontré les autorités de transition du Tchad et d'autres parties prenantes afin de contribuer à assurer un processus pacifique, ouvert et consensuel en vue d'instaurer un ordre constitutionnel et un régime civil. Le BRENUAC et la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont adopté un plan stratégique commun pour la période 2021-2025.

14. Au lendemain des élections présidentielles burundaises, généralement pacifiques, du 20 mai 2020, et à la demande du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a dépêché une mission d'évaluation stratégique à Bujumbura, du 14 au 19 septembre 2020, afin d'étudier les moyens qui permettraient à l'ONU et au Burundi de renforcer leur coopération. Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur la question (S/2020/1078), le Président du Conseil de sécurité a publié une déclaration le 4 décembre 2020 (S/PRST/2020/12), dans laquelle il a demandé au Secrétaire général de cesser de faire rapport périodiquement sur la situation dans le pays et de couvrir le Burundi dans le cadre de ses rapports réguliers sur la région des Grands Lacs et l'Afrique centrale. Ainsi, sur la base de cette déclaration et des discussions qui ont suivi, le Secrétariat et le Gouvernement ont convenu de fermer le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général au Burundi le 31 mai 2021 et de le liquider le 30 juin 2021 au plus tard.

### Amériques

15. Dans sa résolution 2547 (2020), le Conseil de sécurité a prolongé le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 15 octobre 2021. Le BINUH a continué de travailler en étroite collaboration avec l'équipe de pays, soutenant les efforts entrepris au niveau national dans les domaines prioritaires suivants : les bons offices, la lutte contre la violence de proximité, la justice, le développement de la police, les droits humains, les élections et la pérennisation de la paix. À la suite de l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse le 7 juillet, le BINUH a chargé quatre enquêteurs de la police des Nations Unies d'aider l'Inspecteur général de la Police nationale d'Haïti et la police judiciaire dans l'enquête sur les faits signalés. Le Premier ministre désigné, Ariel Henry, a formé un nouveau gouvernement le 20 juillet, chargé de parvenir au consensus nécessaire pour organiser des élections dès que possible en 2021. Le BINUH a déployé toutes ses capacités pour apporter un soutien immédiat au Gouvernement, principalement dans le domaine de la sécurité.

16. Les entités des Nations Unies ont continué de soutenir la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable qu'avaient conclu le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire. Dans sa résolution 2574 (2021), le Conseil de sécurité a prolongé le mandat de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie jusqu'au 31 octobre 2021 et l'a élargi pour y inclure le contrôle du respect des peines prononcées par la Juridiction spéciale pour la paix dans le cadre de la justice transitionnelle. La Mission de vérification a collaboré avec le Gouvernement colombien, le parti *Comunes* (anciennement Force alternative révolutionnaire du peuple), la société civile et les communautés locales afin d'instaurer la confiance et de vérifier les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'accord de paix, en particulier ceux liés aux garanties de sécurité pour les anciens combattants, les défenseurs des droits humains, les figures de la société civile et les communautés touchées par le conflit, ainsi qu'à la réintégration politique et socio-économique des anciens combattants.

### Asie et Pacifique

17. Conformément au mandat que lui a confié le Conseil de sécurité dans ses résolutions 2513 (2020) et 2543 (2020), la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a continué d'aider le Gouvernement afghan à promouvoir la paix et la stabilité ainsi qu'à faire progresser les négociations de paix lancées en septembre 2020. Après l'annonce par les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord du retrait de leurs forces militaires restantes le 31 août 2021 au plus tard, la situation en matière de sécurité, aggravée par la pandémie de COVID-19, est

restée très instable et imprévisible. La Mission a tenu des dialogues réguliers avec diverses parties afin de faire progresser le processus de paix, rendu compte de la situation en matière de droits humains, et soutenu les initiatives visant à renforcer la coopération économique et politique, la collaboration en matière de sécurité et la solidarité dans la région. Elle a également facilité la mise en œuvre d'initiatives de paix locales en réunissant des responsables, des représentants tribaux et d'autres membres de la communauté pour mettre au point des méthodes de règlement des différends.

18. L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar a continué d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le sort des Rohingyas apatrides, en vue de mobiliser un soutien international permettant à ces derniers de rentrer chez eux de leur plein gré et dans des conditions sûres, dignes et durables. À l'approche des élections législatives du 8 novembre 2020, l'Envoyée spéciale a plaidé en faveur d'un processus sans exclusive, fondé sur une représentation et une participation politiques larges. La transition démocratique a été brusquement interrompue lorsque l'armée du Myanmar a déclaré l'état d'urgence, le 1<sup>er</sup> février, et a arrêté des dirigeants politiques et d'autres personnes, invoquant des allégations de fraude électorale pour justifier ses actes. L'Envoyée spéciale a fait écho aux propos du Secrétaire général, qui a condamné la répression exercée par les forces de sécurité au lendemain du massacre de civils et a appelé à une action internationale unifiée, notamment au niveau régional, pour que le Myanmar retrouve la voie de la réforme démocratique, de la paix et de la stabilité. Elle a coopéré étroitement avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et d'autres acteurs régionaux pour promouvoir un règlement pacifique et sans heurt de la situation. Elle s'est tenue activement en contact avec toutes les parties prenantes nationales et les organisations internationales et régionales, notamment l'ASEAN, l'Organisation de la coopération islamique et l'Union européenne. Dans le cadre d'un dialogue régulier avec le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, l'Envoyée spéciale a plaidé en faveur d'une intervention internationale cohérente pour empêcher que la situation ne se détériore davantage et faire face aux retombées plus larges d'une crise multidimensionnelle exacerbée par la propagation de la COVID-19.

### **Europe et Asie centrale**

19. Le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre a continué d'entretenir des contacts avec les parties chypriotes grecque et turque afin de faciliter le dialogue en vue d'une reprise des négociations officielles. À la suite des élections qui se sont tenues les 11 et 18 octobre 2020, Ersin Tatar est devenu le nouveau dirigeant chypriote turc. Une haute fonctionnaire de l'ONU a poursuivi ses consultations avec les dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs et les puissances garantes — à savoir la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Elle a également entretenu des contacts réguliers avec les membres du Conseil de sécurité et les représentants de l'Union européenne. Du 27 au 29 avril 2021, le Secrétaire général a convoqué une réunion informelle rassemblant les cinq parties et l'ONU sur la question chypriote à Genève (Suisse), en vue d'établir s'il existait un terrain d'entente entre les parties permettant à celles-ci de négocier un règlement durable au problème de Chypre dans un avenir prévisible. Malgré les efforts déployés par l'ONU et des débats animés, il n'a pas été possible de trouver un terrain d'entente suffisant au cours de la réunion informelle qui aurait permis la reprise des négociations officielles. En vue de poursuivre le dialogue, les parties ont convenu que le Secrétaire général convoquerait une autre réunion informelle des cinq parties et de l'ONU dans un avenir proche, pour essayer de trouver un terrain d'entente permettant d'entamer des négociations officielles.

20. Le Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève a coopéré étroitement avec l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au sujet de la situation en Géorgie dans le cadre des discussions internationales de Genève, qui sont coprésidées par les trois organisations. Les coprésidents ont poursuivi leur collaboration avec tous les participants et ont continué de favoriser un dialogue constructif et la réalisation de progrès en ce qui concerne les questions essentielles de l'ordre du jour. Malgré la pandémie de COVID-19, les cycles en présentiel des discussions ont repris à la fin de 2020 et ont retrouvé leur calendrier habituel en 2021.

21. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a exercé ses fonctions de bons offices et mené des activités dans ses domaines de travail prioritaires, en ce compris la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme, la gestion des ressources en eau transfrontalières, la promotion de la prévention des conflits auprès des jeunes et le renforcement de la coopération régionale entre l'Asie centrale et l'Afghanistan. À la suite d'importants événements politiques survenus en République kirghize, le Centre a mené des missions d'enquête et a étudié les différents moyens de consolider l'intervention des organismes des Nations Unies, ce qui a conduit à l'élaboration de plans de l'ONU visant à soutenir les réformes politiques et socio-économiques dans le pays.

### **Moyen-Orient**

22. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie s'est employé à dégager un terrain d'entente entre les parties prenantes, à l'appui d'un processus mené sous l'égide de l'ONU visant à trouver une solution politique au conflit qui réponde aux aspirations du peuple syrien à la dignité, à la liberté et à la justice, conformément à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Il s'est en particulier efforcé de renforcer la confiance, notamment en appelant à un cessez-le-feu national, en demandant la libération des détenus et des personnes enlevées ainsi que des informations sur les personnes disparues, en plaidant pour un acheminement immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire, en facilitant les sessions de la Commission constitutionnelle dirigée et contrôlée par les Syriens, conformément à son mandat et à ses attributions, et en encourageant une diplomatie internationale plus constructive vis-à-vis de la Syrie.

23. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a concentré ses efforts sur la conclusion d'un accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale, la réouverture de l'aéroport de Sanaa, l'assouplissement des restrictions sur l'acheminement du carburant et d'autres produits de base au Yémen via le port d'Hodeïda, et la reprise des négociations politiques directes entre les parties. En février 2021, le mouvement houthiste (qui se fait également appeler Ansar Allah) a lancé une offensive militaire à Mareb qui a mis à l'épreuve ces efforts de médiation et constitué une menace pour des centaines de milliers de personnes déplacées et d'autres personnes dans le besoin.

24. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) a continué d'aider les parties yéménites à mettre en œuvre l'Accord sur la ville de Hodeïda et les ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa ([S/2018/1134](#), annexe) et s'est tout particulièrement attachée à relancer le Comité de coordination du redéploiement et ses mécanismes de soutien, y compris un centre d'opérations conjoint et des postes d'observation conjoints sur les lignes de front. Le 14 juillet 2021, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2586 \(2021\)](#), qui proroge d'un an, soit jusqu'au 15 juillet 2022, le mandat de la MINUAAH ; il a en outre appelé les parties à coopérer au sein du Comité de coordination du redéploiement, a souligné l'importance du fonctionnement du Comité et de ses mécanismes conjoints, et a demandé à ce que soient levés les obstacles au mouvement du personnel de la Mission.



25. Le 27 mai 2021, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2576 \(2021\)](#) prorogeant le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) jusqu'au 27 mai 2022 et l'élargissant en matière d'assistance électorale. Dans ce contexte, la MANUI a commencé à préparer le renfort des agents électoraux de l'ONU sur le terrain. L'assistance technique fournie à la Haute Commission électorale indépendante a également été renforcée. En outre, la Mission a continué de favoriser un dialogue politique sans exclusive, de promouvoir la diplomatie préventive et la réconciliation nationale et de soutenir l'amélioration des relations entre Bagdad et Erbil.

26. Le Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient a poursuivi sa collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux en vue de désamorcer les tensions, de favoriser les progrès sur le terrain et de faire avancer les négociations politiques pour parvenir à un règlement juste et global du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États. Tout au long de l'été 2020, le Coordonnateur spécial a travaillé étroitement avec les parties et d'autres intervenants afin de prévenir la prise de mesures unilatérales susceptibles d'entraver le processus de paix, notamment les menaces d'annexion par Israël de certaines parties de la Cisjordanie occupée. Le Secrétaire général s'est félicité des accords conclus entre Israël et les pays arabes, qui suspendent les plans d'annexion israéliens sur certaines parties de la Cisjordanie occupée, et a exprimé l'espoir que cette évolution de la situation encourage les dirigeants palestiniens et israéliens à reprendre des négociations constructives en vue d'une solution à deux États, et ouvre des perspectives de coopération régionale. Compte tenu de l'escalade de la violence de mai 2021, le Coordonnateur spécial a accordé une attention particulière à la crise de Gaza, en tâchant d'obtenir un appui pour des projets humanitaires urgents et en soutenant les efforts de médiation déployés pour maintenir les accords de cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

27. Le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban a collaboré avec les parties prenantes nationales et les partenaires internationaux pour promouvoir la stabilité au Liban à la suite des explosions du 4 août 2020 dans le port de Beyrouth, qui ont entraîné la démission du gouvernement, dans un contexte de crise socio-économique qui s'accélère et de tensions permanentes liées à la pandémie de COVID-19. Le Bureau s'est attaché à promouvoir la consolidation et l'extension de l'autorité de l'État libanais ainsi que l'apaisement des tensions entre le Liban et Israël. Il a notamment collaboré avec la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et d'autres acteurs au renforcement de la présence de l'Armée libanaise sur l'ensemble du territoire. Malgré l'impasse politique, le Bureau a plaidé pour la constitution d'un gouvernement pleinement habilité à mener des réformes, ainsi que pour le respect du calendrier électoral de 2022. Par ailleurs, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix a continué d'établir des rapports sur l'application de la résolution [1559 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité.

### **Travaux des groupes et équipes de surveillance des sanctions**

28. Dans sa résolution [2557 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions jusqu'en décembre 2021. Le 29 décembre 2020, le Conseil de sécurité a adopté sa résolution [2560 \(2020\)](#), dans laquelle il a prié l'Équipe de surveillance d'étudier les procédures de dérogation au titre des dépenses ordinaires et extraordinaires énoncées aux alinéas a) et b) du paragraphe 81 de la résolution [2368 \(2017\)](#) et de formuler des recommandations à l'intention du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaïda et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés dans un délai de 9 mois.



29. Le 31 octobre 2020, le Secrétaire général a présenté un rapport (S/2020/1067) au Conseil de sécurité, dans lequel figuraient des options envisageables pour la définition de critères d'évaluation de l'embargo sur les armes au Soudan du Sud en fonction des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Il a soumis un deuxième rapport (S/2021/321) le 31 mars 2021, dans lequel il a proposé des critères clés devant permettre au Conseil de sécurité d'évaluer les mesures d'embargo sur les armes, à savoir les progrès concernant les questions politiques et les questions de gouvernance, les progrès en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de réforme du secteur de la sécurité, ainsi que l'amélioration de la situation humanitaire et de la situation des droits humains.

30. Le 30 novembre 2020, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) a mis à jour ses orientations à l'intention des organisations internationales et non gouvernementales qui veulent acheminer de l'aide humanitaire en République populaire démocratique de Corée. La mise à jour de la Notice d'aide à l'application n° 7<sup>1</sup> a simplifié plusieurs aspects du processus de demande, prolongé la durée standard des périodes de dérogation autorisées et élargi les procédures d'approbation accélérées aux demandes urgentes en cas de crise, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle.

31. Dans sa résolution 2571 (2021), le Conseil de sécurité a décidé de proroger de 15 mois les autorisations et les mesures concernant les tentatives d'exportation illicite de pétrole depuis la Libye. Le 5 mai 2021, le Secrétaire général a rendu compte (S/2021/434) au Conseil de sécurité de l'application de la résolution 2526 (2020), par laquelle ce dernier avait prolongé les autorisations visées dans ses résolutions précédentes<sup>2</sup> concernant l'inspection en haute mer, au large des côtes libyennes, des navires à destination ou en provenance de la Libye, en vue de garantir le strict respect de l'embargo sur les armes.

32. Dans sa lettre datée du 15 juin 2021 adressée à la présidence du Conseil de sécurité (S/2021/573), le Secrétaire général a fait le point sur les progrès accomplis par les autorités centrafricaines quant aux objectifs de référence relatifs à la réforme du secteur de la sécurité, au processus de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement, et à la gestion des armes et munitions, tels que définis dans la déclaration du Président du Conseil en date du 9 avril 2019 (S/PRST/2019/3).

33. Le 31 juillet 2021, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport (S/2021/696) fondé sur une évaluation de la situation au Darfour menée en étroite coordination avec le Groupe d'experts sur le Soudan et en consultation avec le Gouvernement soudanais. Le rapport contient des recommandations relatives à des critères clés qui pourraient aider le Conseil de sécurité à examiner les mesures concernant le Darfour.

### III. Dialogue interactif avec les États Membres

34. Dans sa résolution 75/100, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'instaurer un dialogue régulier, interactif et ouvert à toutes les parties intéressées sur les questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales, et a invité le Secrétariat à se rapprocher des États Membres avant la tenue de ce dialogue afin que la participation y soit large et fructueuse.

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/1718/implementation-notice>.

<sup>2</sup> Résolutions 2292 (2016), 2357 (2017), 2420 (2018) et 2473 (2019).

35. À l'issue de consultations avec les cofacilitateurs chargés de cette question et le Bureau de la Quatrième Commission, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a organisé le huitième dialogue interactif annuel sur les missions politiques spéciales, qui s'est tenu le 1<sup>er</sup> juin 2021. Le dialogue a porté sur la manière dont les missions politiques spéciales s'acquittent de leurs mandats de prévention des conflits, et de rétablissement et de consolidation de la paix dans un paysage de la paix et de la sécurité en constante mutation, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

36. Dans ses remarques, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix a fait remarquer que les conflits devenaient de plus en plus complexes, fragmentés et régionalisés, ce qui les rendait plus difficiles à résoudre. Parmi les autres sources importantes de tensions figuraient les bouleversements technologiques et la recrudescence de la rivalité stratégique mondiale et régionale, la pandémie de COVID-19 exacerbant bon nombre de ces risques. Elle a souligné que l'urgence climatique pouvait augmenter les risques de crises et d'instabilité et a mis en évidence les efforts déployés par les missions politiques spéciales ayant un mandat dans ce domaine, notamment la MANUSOM et le BRENUAC, pour intégrer les considérations liées au climat dans leur travail. Faisant observer que les missions politiques spéciales avaient redoublé d'efforts pour soutenir les États Membres dans le règlement pacifique des différends par voie diplomatique, elle a fourni des exemples de réalisations concrètes dans trois domaines prioritaires : la promotion de l'inclusion, la lutte contre les risques multidimensionnels pour la paix et la sécurité, et le renforcement des partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales et d'autres acteurs.

37. Le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel a présenté un exposé aux États Membres sur la coordination de son département avec ces derniers et d'autres entités des Nations Unies dans les efforts qu'ils déploient à l'échelle du système pour faire progresser la vaccination du personnel des Nations Unies travaillant pour des missions politiques spéciales, ainsi que dans des opérations de maintien de la paix. Il a souligné que le Siège continuerait à soutenir les missions politiques spéciales pour qu'elles puissent s'acquitter de leur mandat, malgré les incidences de la pandémie de COVID-19. Il a remercié les États Membres d'aider les entités des Nations Unies à distribuer des vaccins COVID-19 aux missions et à mener des activités d'évacuation médicale.

38. Au cours de l'échange qui a suivi ces interventions, les États Membres ont salué les efforts déployés par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et les missions politiques spéciales pour mener à bien leurs mandats. Plusieurs intervenants ont fait remarquer que les missions politiques spéciales jouaient un rôle important dans la prévention des conflits, le rétablissement et la consolidation de la paix, ainsi que dans la promotion des principes énoncés dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont souligné que la souplesse inhérente à ces missions constituait un atout important, qui leur permettait de s'adapter à l'évolution des conditions opérationnelles et de faire face à de nouvelles menaces.

39. Les participants ont encouragé les missions politiques spéciales à continuer de prendre des mesures pour aider les États Membres à faire face aux conséquences à long terme de la pandémie de COVID-19, en accordant une attention particulière aux communautés vulnérables. Ils ont noté l'importance de veiller à ce qu'un large éventail d'acteurs, notamment la société civile, en particulier les groupes de femmes et de jeunes, ainsi que d'autres parties prenantes nationales, soit impliqué dans la conception des mesures visant à lutter contre la pandémie.

40. De nombreux États Membres ont appelé les missions politiques spéciales à continuer de donner la priorité au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi qu'au programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, qui restent essentiels, notamment en raison des effets particuliers que la pandémie de COVID-19 a sur les femmes et les jeunes. Les participants ont encouragé le Secrétariat à continuer de promouvoir une représentation géographique équitable et la parité des genres dans les missions politiques spéciales.

#### **IV. Grandes questions de politique générale intéressant les missions politiques spéciales**

##### **Priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité**

41. Les missions politiques spéciales continuent de jouer un rôle clé dans la promotion d'une participation effective des femmes aux processus de paix et à la vie politique, et dans la prise en compte des questions de genre dans le rétablissement et la consolidation de la paix. Les conseillères et conseillers ainsi que les coordonnatrices et coordonnateurs pour les questions de genre en poste dans les missions politiques spéciales fournissent conseils et appui aux envoyés et représentants spéciaux sur les moyens de promouvoir la participation des femmes à la vie politique, d'accroître le caractère inclusif des processus de paix et des activités de consolidation de la paix et de tenir compte des questions de genre dans les activités politiques de l'ONU sur le terrain.

42. Conformément à la résolution [2493 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a continué d'apporter son soutien aux missions politiques spéciales dans la conception et la mise en œuvre de stratégies pour des processus de paix sans exclusive. Au cours de la période considérée, les missions politiques spéciales ont tenu des réunions de haut niveau consacrées à l'élaboration d'approches pour la participation des femmes aux processus appuyés par l'ONU qui soient adaptées au contexte. En Afghanistan, par exemple, la MANUA a mené des actions de sensibilisation et usé de ses bons offices pour soutenir les négociations de paix et s'assurer que les femmes participent, se mobilisent et assument des responsabilités, de façon pleine, effective et véritable, sur un pied d'égalité et en toute sécurité, à tous les niveaux de la prise de décision.

43. Face à la pandémie de COVID-19, les missions politiques spéciales ont trouvé de nouveaux moyens de promouvoir la participation grâce à des stratégies d'inclusion numérique et d'échanges en ligne. Au Yémen, le Bureau de l'Envoyé spécial a mené une consultation virtuelle innovante à grande échelle, associant plus de 500 représentants de la société civile, dont plus de 30 % étaient des femmes. En Libye, la MANUL a collaboré avec un large éventail de parties prenantes libyennes, notamment en organisant des consultations avec des groupes de femmes et des réunions de concertation avec des maires et des jeunes, afin de promouvoir une participation accrue des femmes aux réunions du Forum de dialogue politique interlibyen. La Mission a également encouragé une participation accrue des femmes aux réunions ultérieures du volet politique du dialogue interlibyen qui a été lancé en octobre 2020.

44. Dans un certain nombre de contextes, les missions politiques spéciales apportent un soutien aux États Membres dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, ainsi qu'aux organisations de la société civile, notamment aux organisations de femmes. Au Liban, le Bureau du Coordonnateur spécial a continué de soutenir les efforts de plaidoyer menés par les Libanais pour l'application du plan d'action national du pays relatif à la

résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité, notamment en favorisant une plus grande participation des femmes en tant que candidates et électrices aux élections de 2022. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a mis en place un groupe de femmes d'influence d'Asie centrale, composé de dirigeantes politiques éminentes des cinq États d'Asie centrale. Il s'agit d'une plateforme de haut niveau consacrée à la création de la toute première coalition informelle de dirigeantes d'Asie centrale, dont l'objectif est de promouvoir le rôle de toutes les femmes dans la progression du développement durable et les efforts visant à soutenir la paix et la sécurité dans la région.

### **Les jeunes et la paix et la sécurité**

45. Conformément aux résolutions [2250 \(2015\)](#), [2419 \(2018\)](#) et [2535 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité sur les jeunes et la paix et la sécurité, les missions politiques spéciales ont déployé des efforts pour faire en sorte que les jeunes femmes et les jeunes hommes participent véritablement à la consolidation de la paix et à la vie politique. Dans sa résolution [2535 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité a demandé instamment aux missions politiques spéciales d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies adaptées au contexte concernant les jeunes et la paix et la sécurité, et de coordonner et d'accroître les capacités opérationnelles à cet égard. En réponse, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population ont élaboré, avec le soutien de l'Académie Folke Bernadotte, un manuel de programmation sur la jeunesse et la paix et la sécurité. Les coordonnateurs et coordonnatrices sur les questions relatives aux jeunes et à la paix et à la sécurité sont actuellement recensés dans toutes les missions politiques spéciales.

46. En Somalie, la MANUSOM a continué de promouvoir la participation des jeunes à la vie politique. Avec ses partenaires, la Mission a organisé une formation de deux jours en avril 2021 pour 36 jeunes ayant des ambitions politiques et issus de différents partis politiques, ainsi qu'un dialogue associant plus de 100 jeunes femmes et jeunes hommes sur l'avenir de la participation des jeunes à la vie politique en Somalie en juin 2021. Elle soutient actuellement le Ministère fédéral de la jeunesse et des sports de la Somalie dans l'élaboration de la deuxième politique nationale relative à la jeunesse.

47. En Iraq, la MANUI a organisé une série d'ateliers intitulée « Le rôle des jeunes irakiens comme pionniers du dialogue et de la stabilité » dans toutes les provinces. Ce processus de 18 mois, qui a mobilisé plus de 500 jeunes femmes et jeunes hommes de différents horizons, a abouti à l'organisation d'une conférence nationale de la jeunesse à Bagdad en novembre 2020, au cours de laquelle les travaux réalisés au cours des ateliers ont été présentés aux autorités irakiennes.

48. En Libye, la MANUL a créé un « volet pour la jeunesse libyenne » pour assurer la participation des jeunes au Forum de dialogue politique interlibyen. Plus de 40 jeunes femmes et jeunes hommes de diverses origines ethniques et tribales et affiliés à divers groupes politiques du pays ont eu l'occasion de se rencontrer et d'élaborer des recommandations qui ont été présentées au Forum.

49. Les missions politiques spéciales ont également contribué à la réalisation d'initiatives interrégionales sur la jeunesse et la paix et la sécurité. Ainsi, les missions en Colombie et en Iraq, en partenariat avec l'opération de maintien de la paix au Kosovo<sup>3</sup>, ont organisé un atelier en ligne en août 2020 pour permettre aux jeunes

<sup>3</sup> Toute référence au Kosovo s'entend au sens de la résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité.

chefs de file de partager les bonnes pratiques et les expériences qu'ils ont acquises en contribuant aux initiatives locales de consolidation de la paix.

### **Consolidation et pérennisation de la paix**

50. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont conclu le troisième examen du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU et ont adopté à l'unanimité leurs résolutions respectives [75/201](#) et [2558 \(2020\)](#) en décembre 2020. L'examen a montré que les entités des Nations Unies étaient parvenues à renforcer l'encadrement, l'application du principe de responsabilité et les capacités, et à promouvoir des partenariats qui optimisent les avantages comparatifs en matière de consolidation et de maintien de la paix. Grâce à leur collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies et les coordonnateurs résidents, les missions politiques spéciales ont continué d'appuyer la mise en œuvre sans exclusive des priorités en matière de consolidation de la paix, sous la direction des pays.

51. Assurer un financement adéquat, prévisible et durable de la consolidation de la paix demeure très difficile. Les résolutions susmentionnées prévoient la tenue d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session en vue d'approfondir, d'étudier et d'envisager des solutions à ce problème.

52. La Commission de consolidation de la paix est idéalement placée pour fournir sur demande au Conseil de sécurité des informations claires, réalistes, utiles et de qualité sur la question de la consolidation de la paix. Le rôle consultatif de la Commission auprès du Conseil revêt une importance particulière lorsque celui-ci examine les mandats des missions politiques spéciales. En 2020, la Commission a fourni des conseils dans le cadre de l'examen du dernier mandat du BINUGBIS. La Commission a également travaillé sur plusieurs questions de consolidation de la paix dans des contextes où des missions politiques spéciales sont déployées, notamment en Colombie, où elle a contribué à renforcer le dialogue avec les anciennes combattantes et les survivantes.

53. Le Fonds pour la consolidation de la paix continue de soutenir l'action menée conjointement par les missions politiques spéciales et les équipes de pays des Nations Unies aux fins de la mise en œuvre des programmes. En 2020, le Fonds a investi 25,3 millions de dollars pour de nouvelles approbations dans des pays où sont déployées des missions politiques spéciales, soit 15 % des approbations totales cette année-là. En Guinée-Bissau, le Fonds a approuvé le versement de 4 millions de dollars pour soutenir les priorités de transition recensées dans le cadre de la fermeture du BINUGBIS. En août 2020, le Secrétaire général a accepté que la Somalie soit admise à bénéficier d'une aide du Fonds pour la consolidation de la paix pour cinq années supplémentaires, après avoir reçu une demande du Gouvernement en ce sens, mettant l'accent sur la réconciliation, la justice, la gouvernance et la sécurité. Au cours de cette nouvelle phase de sélection, les initiatives en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes seront également financées en priorité. En 2020, le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général a alloué 22,1 millions de dollars à des projets relatifs à la jeunesse et à la paix et à la sécurité par l'intermédiaire de l'Initiative pour la promotion des jeunes.

### **Promotion d'une approche régionale des questions de paix et de sécurité**

54. Le paysage contemporain de la paix et de la sécurité se caractérise par une prévalence des défis de nature transfrontalière à travers le monde. La pandémie de COVID-19 et l'urgence climatique ont mis en évidence la nécessité d'une coopération mondiale et régionale pour relever les défis transfrontaliers. Les missions politiques spéciales, dont beaucoup ont des mandats régionaux, sont idéalement placées pour contribuer à cet objectif. Elles sont en première ligne de la conception et de la mise

en œuvre de solutions authentiquement régionales et multidisciplinaires à toute une série de problèmes en matière de paix et de sécurité, ainsi que du renforcement de la collaboration entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, qui demeure un volet essentiel des travaux que l'Organisation mène aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

55. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, en étroite collaboration avec la Commission de l'Union africaine, a continué de superviser la mise en œuvre du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité. Le Bureau a facilité la réunion consultative annuelle conjointe et le séminaire informel annuel conjoint entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies en septembre 2020, ainsi que les réunions de coordination mensuelles entre les présidences respectives du Conseil de paix et de sécurité et du Conseil de sécurité. Il a également organisé plusieurs réunions entre le Secrétariat des Nations Unies et la Commission de l'Union africaine.

56. Dans la région des Grands Lacs, l'Envoyé spécial du Secrétaire général a continué d'exercer ses bons offices pour promouvoir le dialogue et renforcer la confiance et les rapports de bon voisinage entre les pays. Il a également soutenu les efforts régionaux visant à renforcer la coopération dans la lutte contre les groupes armés illégaux, qui ont abouti à la mise en place d'un groupe de contact et de coordination chargé de superviser l'application de mesures non militaires visant à promouvoir le désarmement volontaire et à démanteler les filières de recrutement et d'approvisionnement des groupes armés. En juin 2021, le Bureau de l'Envoyé spécial a coorganisé la sixième réunion du Réseau de coopération judiciaire de la région des Grands Lacs pour lutter contre l'impunité des auteurs de crimes transfrontaliers en harmonisant les systèmes juridiques.

57. Dans la Corne de l'Afrique, l'Envoyé spécial du Secrétaire général a continué de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie régionale des Nations Unies pour la prévention dans la Corne de l'Afrique. Le Bureau de l'Envoyé spécial a collaboré avec l'IGAD, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et d'autres organisations régionales et sous-régionales pour promouvoir la paix et la sécurité dans toute la région, notamment en soutenant les processus de médiation, et en renforçant les capacités sous-régionales pour ce qui est des questions transfrontalières et transversales.

58. En Afrique centrale, le BRENUAC et la Commission de la CEEAC se sont rencontrés régulièrement pour débattre des questions de paix et de stabilité régionale et de la nécessité de renforcer davantage la diplomatie préventive de la CEEAC. Le 29 mars 2021, ils ont tenu un séminaire en ligne au cours duquel ils ont approuvé leur plan stratégique commun pour la période 2021-2025. Celui-ci vise à faire progresser les questions de gouvernance nationale et régionale et à promouvoir une approche intégrée des problèmes de sécurité transnationale et des groupes armés. Le Représentant spécial pour l'Afrique centrale s'est entretenu régulièrement avec l'Union africaine et la CEEAC afin de garantir la coordination du soutien apporté dans le cadre de la transition au Tchad.

59. En Asie centrale, malgré les restrictions liées à la COVID-19, la coopération régionale a continué de se développer. Les cinq États d'Asie centrale se sont appuyés sur le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en tant que plateforme pour soutenir les efforts multilatéraux qu'ils déploient en vue de renforcer la solidarité pendant la pandémie. Le Centre a organisé deux réunions des vice-ministres des affaires étrangères d'Asie centrale et d'Afghanistan en 2020, afin de promouvoir la coopération et les initiatives régionales.



## Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les missions politiques spéciales

60. La pandémie de COVID-19, qui a des incidences profondes sur la santé, la paix et la sécurité dans le monde entier, est l'une des plus grandes crises mondiales de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies. Ses conséquences dévastatrices ont continué de se faire sentir à travers le monde au cours de la période considérée. Au moment de la rédaction du présent rapport, plus de 4,1 millions de décès avaient été signalés à l'Organisation mondiale de la santé. Près de 200 millions de personnes ont été infectées. En 2020, environ 100 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté, ce qui constitue une augmentation annuelle sans précédent<sup>4</sup>. Rien qu'en 2020, 8,8 % des heures de travail mondiales ont été perdues en raison de la pandémie, ce qui équivaut à 255 millions d'emplois à temps plein<sup>5</sup>. De nouvelles souches du virus ont déclenché des vagues d'infection encore plus graves à un moment où les systèmes de santé et les filets de protection sociale étaient déjà au bord de la rupture, contribuant à l'augmentation du nombre de cas de COVID-19 dans bon nombre de contextes dans lesquels les missions politiques spéciales sont déployées ou mobilisées.

61. La pandémie a entravé l'action diplomatique et compliqué les initiatives de rétablissement de la paix. Elle n'a pas, pour l'essentiel, changé la dynamique sous-jacente des conflits armés. Cependant, en exacerbant les fragilités existantes, elle a amplifié les obstacles à la prévention, ce qui fait qu'il est encore plus urgent de prendre les mesures qui s'imposent pour relever ces défis. L'appel lancé le 23 mars 2020 par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial, dans lequel il a invité les parties belligérantes à cesser les combats et à faciliter l'instauration des conditions nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire, a été soutenu par 180 États Membres, un État non membre observateur, des parties à des conflits, des organisations régionales, la société civile et des représentants religieux. Cet appel a été renforcé par les résolutions 2532 (2020) et 2565 (2021) du Conseil de sécurité.

62. La pandémie a eu des répercussions sur le soutien apporté par les entités des Nations Unies aux opérations politiques et aux processus de paix. Dans certains cas, elle a directement entravé les travaux des missions. À Chypre par exemple, les restrictions mises en place par les deux parties ont accru les tensions politiques et rendu plus difficiles, sur le plan pratique, le franchissement de la ligne de démarcation, et la poursuite des contacts entre les deux communautés et des activités de renforcement de la confiance sur l'île. Si les équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts des Nations Unies ont pu effectuer des visites sur le terrain et mener des enquêtes sur les violations des sanctions dans divers pays, ces visites ont été moins nombreuses que lors des périodes examinées avant la pandémie de COVID-19.

63. Les missions politiques spéciales ont dû s'adapter à la nouvelle réalité créée par la pandémie, en combinant travail virtuel et travail en présentiel et en prenant des mesures réfléchies pour s'acquitter de leurs mandats en vue de faire avancer les processus de paix, de désamorcer les crises et de prévenir les conflits. En Asie centrale, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive a utilisé des plateformes en ligne et d'autres outils innovants pour aider les pays de la région

<sup>4</sup> Banque mondiale, « Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Turning the corner on the pandemic in 2021? », disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021>.

<sup>5</sup> Organisation internationale du Travail, *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail*, septième édition, Genève, 2021, disponible à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_767223.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_767223.pdf).



à renforcer le climat de confiance, à nouer des contacts mutuels et à mettre en œuvre des initiatives régionales existantes et nouvelles. De nouveaux outils, tels que les groupes de discussion numériques, ont été mis en place et utilisés pour donner un caractère plus inclusif à l'action politique dans la région.

64. Dans sa résolution [2532 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de contribuer à faire en sorte que toutes les entités compétentes du système des Nations Unies, conformément à leurs mandats respectifs, accélèrent leurs interventions face à la pandémie de COVID-19, en mettant particulièrement l'accent sur les pays qui en ont besoin, notamment ceux en proie à un conflit armé ou à une crise humanitaire. Dans sa résolution [2565 \(2021\)](#), le Conseil a réitéré sa demande, en appelant les représentants spéciaux et les envoyés spéciaux du Secrétaire général, dans le cadre de leurs mandats respectifs et en coordination avec toutes les parties prenantes, à user de leurs bons offices et de leur médiation auprès des parties à un conflit armé afin de faciliter la lutte contre la COVID-19, notamment la vaccination, dans les situations de conflit armé. Les missions politiques spéciales restent déterminées à aider les États Membres dans ce domaine.

65. Les missions politiques spéciales travaillent également en étroite collaboration avec les autorités nationales pour les aider à faire face aux risques et aux vulnérabilités à moyen et à long terme qui sont exacerbés par la pandémie. La coordination des efforts internationaux joue un rôle particulièrement important à cet égard. Ainsi, le 9 septembre 2020, la Commission de consolidation de la paix a organisé une réunion en ligne sur les répercussions de la COVID-19 dans le bassin du lac Tchad, qui visait à mobiliser la communauté internationale pour contribuer à atténuer les effets négatifs de la pandémie sur les progrès accomplis en matière de consolidation de la paix dans la région. Le Représentant spécial pour l'Afrique centrale a participé aux débats et a appelé à la conception d'un plan d'intervention régionale pour faire face à la pandémie en s'appuyant sur des stratégies élaborées par la CEEAC et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

### **Représentation géographique et équilibre entre les sexes**

66. Aux termes de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération. Promouvoir la diversité géographique est non seulement une obligation juridique inscrite dans la Charte mais également un élément déterminant pour garantir l'efficacité et la légitimité de l'ONU comme organisation universelle. Le Secrétaire général demeure déterminé à promouvoir la diversité du personnel.

67. En avril 2021, la répartition des 1 365 fonctionnaires recrutés sur le plan international en poste sur le terrain dans des missions politiques spéciales s'établissait comme suit : Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, 33 % ; Groupe des États d'Afrique, 24,2 % ; Groupe des États d'Asie et du Pacifique, 23 % ; Groupe des États d'Europe orientale, 12,6 % ; Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, 6,4 %. La répartition des 1 838 fonctionnaires recrutés sur le plan local s'établissait comme suit : Groupe des États d'Asie et du Pacifique, 75,7 % ; Groupe des États d'Afrique, 13,1 % ; Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, 9,1 % ; Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, 0,8 % ; et Groupe des États d'Europe orientale, 0,2 %.

68. Le Secrétaire général reste également déterminé à garantir une meilleure représentation des femmes dans l'ensemble de l'Organisation, y compris dans les missions politiques spéciales sur le terrain. En avril 2021, 33,2 % des membres du personnel de ces missions recrutés sur le plan international étaient des femmes, soit une diminution de 0,2 % par rapport à l'année précédente. Parmi les membres du

personnel recruté sur le plan local, 19 % étaient des femmes, soit une augmentation de 2,3 %.

## V. Observations

69. Les activités et les réalisations des missions politiques spéciales décrites dans le présent rapport montrent à quel point leur contribution est importante pour faire progresser la prévention des conflits ainsi que le rétablissement et la consolidation de la paix. Au cours de cette année qui a constitué un défi pour la communauté internationale, les missions politiques spéciales ont fait preuve de résilience et de souplesse, réagissant rapidement pour contribuer à faire face aux risques engendrés par la pandémie de COVID-19, tout en continuant à s'acquitter de leurs mandats. Le fait qu'elles aient été capables de produire des résultats tout en opérant dans un paysage géopolitique complexe, et souvent dans des conditions de sécurité instables, témoigne de l'importance capitale de leur rôle en tant que mécanisme des Nations Unies chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

70. La contribution des missions politiques spéciales au renforcement de l'inclusion a été particulièrement remarquable au cours de l'année écoulée. En pleine pandémie de COVID-19, elles ont adapté leur approche pour promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, en utilisant des moyens innovants pour atteindre les groupes de femmes et leur donner la possibilité de prendre part aux processus de paix et à la vie politique. Les missions politiques spéciales ont également joué un rôle important dans la mise en œuvre du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, en prenant des mesures concrètes pour impliquer les jeunes dans les processus de paix et la vie politique. Dans cette marche vers un système multilatéral plus inclusif et fonctionnant en réseau, nous devons être créatifs pour renforcer le caractère inclusif de notre action et ainsi garantir que nos activités dans le domaine de la paix et de la sécurité répondent directement aux aspirations de celles et ceux que nous servons.

71. Dans le prolongement de l'appel que j'ai lancé en faveur des droits humains, les missions politiques spéciales ont également continué de jouer un rôle important dans la promotion et la protection de ces droits. Six missions politiques spéciales mettant en œuvre une série de mandats dans ce domaine ont intégré des éléments relatifs aux droits humains dans leurs activités. Plus généralement, nous continuons de prendre dûment en compte les droits humains dans les efforts que nous déployons pour prévenir les conflits, remédier à leurs causes sous-jacentes et protéger les populations de la violence. Les questions relatives aux droits humains constituent une partie essentielle du travail des missions politiques spéciales.

72. Dans un monde de plus en plus interdépendant, il convient de placer les approches régionales au cœur des efforts déployés pour faire face aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité. Les mandats régionaux uniques de plusieurs missions politiques spéciales leur permettent d'adopter une approche globale et intégrée du maintien de la paix, en collaborant avec les États Membres, les partenaires dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire et des droits humains, les organisations régionales et sous-régionales, et la société civile. Les progrès importants réalisés au cours de ces dernières années pour renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales seront maintenus et consolidés. Je reste déterminé à faire en sorte que cela devienne un objectif central des missions politiques spéciales.

73. La majorité des missions politiques spéciales déployées sur le terrain opèrent dans des zones très vulnérables aux changements climatiques. Afin de prévenir et de contrôler les effets négatifs des changements climatiques sur la paix et la sécurité, les

missions politiques spéciales ayant un mandat dans ce domaine continueront à collaborer avec les équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires en vue de recenser les risques de sécurité liés au climat et d'intégrer les considérations climatiques dans leur travail.

74. Le soutien des États Membres est essentiel au succès des missions politiques spéciales et au renforcement de leur efficacité. Je remarque à cet égard que la question des modalités de financement et d'appui des missions politiques spéciales demeure en suspens.

75. La Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies témoigne de l'attachement indéfectible que les États Membres portent au système multilatéral. Les missions politiques spéciales constitueront une partie importante de « Notre programme commun » dans les années à venir. Elles joueront un rôle capital, notamment dans le cadre de l'appel lancé par les États Membres, tendant à ce que la panoplie de solutions diplomatiques offerte par la Charte soit élargie afin de prévenir le déclenchement, l'escalade et la reprise d'hostilités. Je compte sur l'appui des États Membres pour faire de cette vision une réalité.

76. Enfin, je voudrais rendre hommage à mes représentants spéciaux, conseillers et envoyés, ainsi qu'aux membres dévoués et courageux du personnel de l'ONU et du personnel affilié affectés aux missions politiques spéciales déployées dans le monde entier. Ils travaillent dans des conditions souvent éprouvantes, qui sont exacerbées par la pandémie de COVID-19 et ses retombées, pour honorer la promesse inscrite dans la Charte des Nations Unies. Je les remercie chaleureusement de leur travail et de leur dévouement.

## Annexe

### Missions politiques spéciales des Nations Unies (au 14 juillet 2021)

#### Envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général

1. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre
2. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide
3. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental
4. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution [1559 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen
9. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda
10. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar
11. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique

#### Équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes

12. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo
13. Groupe d'experts sur le Soudan
14. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée
15. Groupe d'experts sur la Libye
16. Groupe d'experts sur la République centrafricaine
17. Groupe d'experts sur le Yémen
18. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud
19. Groupe d'experts sur le Mali
20. Groupe d'experts sur la Somalie
21. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions [1526 \(2004\)](#) et [2253 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
22. Application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité
23. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive
24. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme
25. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes

26. Bureau du Médiateur auprès du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associées

**Bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions**

27. Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban
28. Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient<sup>1</sup>
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
30. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
31. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
32. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale
33. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
34. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale
35. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine<sup>2</sup>
36. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria
37. Mission d'appui des Nations Unies en Libye
38. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie
39. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
40. Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
- 

---

<sup>1</sup> Financé au moyen du budget ordinaire mais non inscrit à la rubrique « Missions politiques spéciales ».

<sup>2</sup> Financé partiellement au moyen du budget ordinaire mais non inscrit à la rubrique « Missions politiques spéciales ».